# Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, la politique étrangère de la France et sur les efforts en faveur des Français résidant à l'étranger, à Paris le 12 septembre 2013.

2013-09-12

Chère Madame,

Madame le Ministre,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Chers Amis,

Il y a un an je m'exprimais pour la première fois devant vous avec ce qui était à l'époque un certain avantage, je n'avais à dessiner que des perspectives, dont vous aviez eu la gentillesse de considérer qu'elles pouvaient être intéressantes. Aujourd'hui, je reviens devant vous pour faire le point sur un certain nombre qui ont été menées conjointement avec Mme Conway-Mouret depuis notre première réunion plénière, un certain nombre de résultats et d'ajustements à opérer.

Mais avant d'aborder ces sujets, je vais répondre, Chère Madame, à votre question et à vos interrogations sur la question syrienne et bien évidemment à vos inquiétudes. Je ne veux pas être trop long mais enfin, le sujet est suffisamment sérieux, grave et difficile pour mériter de tels développements.

La Syrie se trouve dans une situation tragique. Depuis le début du conflit, plus de 110.000 personnes sont mortes, plusieurs millions de personnes sont déplacées ou réfugiées, une situation terrible qui s'étend aux pays voisins, en tout cas à une partie d'entre eux.

La Jordanie a dû accueillir près d'un million de réfugiés et c'est un petit pays. La Turquie a reçu 500.000 réfugiés et le Liban, qui a juste titre veut rester en dehors, est malheureusement jeté dans ce conflit parce que c'est l'intérêt - ce mot est tragique - du régime de Bachar Al-Assad de tout mélanger. La situation en Irak est, elle aussi, très difficile

et je pourrais bien sûr ajouter l'ensemble des pays de la région. Ce qui fait que le chaos, dont certains disent qu'il faudrait l'éviter, est déjà là.

Cela concerne bien sûr à la fois la population autochtone mais aussi ceux de nos compatriotes qui se trouvent là-bas et qui sont légitimement inquiets. La tâche de la France, c'est à la fois de travailler pour une solution à l'ensemble de ces questions et de protéger ses ressortissants.

Depuis le début, et je veux rappeler en un mot ce qu'a été le début, nous avons une perspective. Bien sûr, la diplomatie est toujours quelque chose de complexe et il faut épouser les situations mais il faut avoir une vision claire de ce vers quoi nous voulons aller.

D'abord, parce que c'est l'urgence, nous disons qu'il faut s'occuper de toutes les situations humanitaires. Elles sont dramatiques pour les raisons que j'ai dites il y a un instant. Ensuite, même si cela paraît aujourd'hui très difficile, aller vers une solution politique car la solution ne peut pas être l'écrasement militaire des uns ou des autres. Puis, comme jusqu'à présent le régime a refusé complètement de négocier, il faut lui montrer qu'il n'est pas invincible et qu'il faut parvenir à la table des négociations. C'est ce que nous appelons Genève II.

S'est rajouté à cela, si l'on peut dire, le massacre chimique du 21 août. Bien sûr, quelle que soit la façon dont on meurt, c'est toujours une tragédie et beaucoup nous disent qu'il n'y a pas deux catégories de morts et ils ont raison. C'est vrai.

En même temps, ces armes chimiques sont tellement effrayantes que, depuis 1925, elles sont interdites par la communauté internationale. Il n'y a que quatre pays au monde qui ne respectent pas ces obligations et malheureusement, la Syrie est de ceux-là.

Le 21 août dernier a été commis ce qu'il faut bien appeler un massacre chimique et, à cette occasion, la Syrie et la Russie, compte tenu de la fermeté de notre pression ont été obligés d'admettre, ce qu'ils niaient jusqu'à encore il y a quelques jours, qu'il y avait un énorme arsenal chimique, fourni au départ par les Russes ; et qu'il y avait bien eu un massacre chimique le 21 août alors que, pendant de longs jours, ils l'ont nié.

J'ajouterai pour notre part, sur la base des renseignements fournis par les services secrets français -, qui ne s'étaient pas trompés dans l'affaire de l'Irak et qui avaient dit de ne pas y aller car il n'y avait pas d'arme de destruction massive - ces mêmes services secrets français ont prouvé noir sur blanc qu'il y avait cette fois-là des armes chimiques et que c'était le régime de Bachar Al-Assad qui les détenaient.

Nous avons dit, avec d'autres, que c'était inacceptable et nous nous sommes préparés comme on doit le faire dans une grande démocratie - un des cinq membres de sécurité des Nations unies - à traduire dans les faits cette réalité, que ce n'était pas acceptable.

Donc, avec les États-Unis d'Amérique et avec d'autres, nous avons préparé les choses pour que, si la Syrie, le régime et ses soutiens n'acceptaient pas de reconnaître leurs torts et de mettre désormais hors?la-loi l'armement chimique, ils soient sanctionnés puis dissuadés de recommencer ainsi que leurs appuis.

On dit qu'il y a une proposition russe, elle n'est pas venue du ciel. Nous avons dans cette salle une diversité d'opinions mais je pense que personne d'entre vous n'est naïf. Personne d'entre vous ne peut penser que cette proposition aurait vu le jour s'il n'y avait pas eu la fermeté de la menace. C'est une évidence absolue.

Il y a quelques jours encore, lorsque je parlais avec mon homologue russe, il disait : «non, il n'y a pas eu de massacre, non de quel est arsenal parlez-vous ?»

Il y a déjà eu deux mouvements de reconnaissance: le premier sur l'arsenal, le second sur le massacre. Et le troisième élément, une proposition.

Nous faisons, je crois, ce que tout responsable doit faire. Nous répondons «pourquoi pas» à cette proposition, mais sans naïveté c'est-à-dire que s'il y a là une solution possible pour mettre désormais hors la loi et hors les faits l'armement chimique, nous la saisissons. Mais pas sans condition et sans contrôle. Il ne s'agit pas, parce qu'il y a une pression, de faire le gros dos pendant quelques jours et, ensuite, de recommencer comme avant. C'est la raison pour laquelle la France a déposé au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution. Une résolution, c'est l'arme juridique qui encadre. Puisqu'il y a une proposition, on va l'examiner mais il y a des conditions. Je ne vais pas entrer dans les détails d'autant que cette résolution est à discuter. Mais les conditions sont d'abord de reconnaître qu'il y a eu ce massacre, ensuite qu'il y a un armement. Il faut obliger ceux qui le détiennent, c'est-à-dire les Syriens, à adhérer à l'Organisation internationale et, du coup, à faire la liste de ce qu'ils ont. Quand un régime possède près de mille tonnes d'armement chimique, il en a la trace et la liste et cela ne doit pas être remis aux calendes grecques.

Il faut contrôler, vérifier, avoir les dispositions nécessaires pour ensuite détruire, ce qui sera un travail extrêmement lourd. Un exemple : l'Irak avait 25 tonnes d'armes chimiques et on n'a pas fini de les détruire. La Syrie en a plus de mille tonnes, vous voyez le travail devant lequel nous sommes et il ne faut pas renâcler. Si c'est nécessaire, il faut le faire. Cela mettra des années, car ces armes, il y a quand même une raison pour laquelle elles sont hors-la-loi. Vous me direz, toutes les armes tuent, c'est vrai. Mais il y a une catégorie d'armes à ce point dangereuses, à ce point scandaleuses, qui font à ce point souffrir que tous les pays du monde, sauf quatre, ont dit «plus jamais ça». Ce n'est pas indifférent aux Français puisque c'est en Europe, et en France en particulier, que cela avait été utilisé au moment de la guerre de 1914. Cela ne remonte pas à hier.

Nous avons donc déposé une résolution précise mais les Russes ont dit qu'elle était inacceptable. De la même façon qu'ils disaient il y a quelques semaines qu'il n'y avait pas d'armement chimique. On va discuter mais pour discuter d'une façon efficace, il vaut mieux s'adosser à quelque chose de solide.

Ce soir mes collègues, MM. Kerry et Lavrov, vont examiner un certain nombre de choses. M. Kerry m'a appelé hier pour que nous fassions le point, je l'aurai de nouveau ce soir ou demain matin et cela va être regardé techniquement, je ne veux pas faire de procès d'intention. Cela nous fait quand même réfléchir, les Russes sont là et il n'y a même pas les Syriens ce qui montre d'ailleurs le degré d'indépendance qui existe entre ces deux pays. On va discuter et on verra. Si c'est sérieux, très bien, on ne va pas rejeter une proposition sérieuse et qui peut écarter des drames et des menaces. Si ça ne l'est pas, comme l'on dit, toutes les solutions sont sur la table.

Le Congrès américain a été saisi, il a dit, sur la proposition du président Obama, qu'il allait étudier cette proposition russe, si elle est sérieuse. Si c'est le cas, bravo, si ce n'est pas le cas, on revient à la question précédente avec la même fermeté.

Les populations, et pas seulement la nôtre, - vous y faisiez allusion Madame, et vous avez raison -, ont peur. Nos compatriotes qui sont là-bas et dans toute la région sont des gens courageux mais en même temps, quand ils voient la vie, lorsqu'ils prennent des nouvelles, c'est très difficile. Notre tâche est d'assurer leur sécurité et en liaison avec nos services, il est reconnu que nous faisons le maximum. Il faut aussi comprendre, que ce soit ici ou là-bas, pourquoi les gens ont peur. Ce n'est pas un grand secret de le dire, puisqu'aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, l'opinion publique est réticente.

Pourquoi ? Bien évidemment, cette opération militaire fait peur, c'est vrai surtout pour les États-Unis, mais cela peut être vrai en France, parce que les gens se demandent si cette affaire est véridique car il y a le précédent irakien. Mais je vous le dis, les mêmes services français qui nous avaient dit en Irak, «n'y allez en aucun cas», nous disent cette fois-ci «nous sommes sûrs à 120 %».

Et d'ailleurs, il n'est pas besoin d'être grand clerc, il n'y a qu'un élément qui possède les stocks, c'est le régime. Il n'y a qu'une partie qui possède les vecteurs, c'est le régime. Il n'y a qu'un élément qui avait intérêt à taper, c'est le régime et il n'y a qu'un élément qui, avant et après, pour nettoyer les choses, a envoyé ses bombardiers. Donc les gens ont peur.

Bien sûr, l'action a toujours un coût mais pour vous qui êtes des responsables, vous devez aussi vous poser la question du coût de la non-action.

Qu'est-ce que cela veut dire pour notre sécurité, dans la région, en France même et pour la suite ? Si on laisse passer une attaque monstrueuse, en contradiction avec toutes les lois internationales, non seulement évidemment on menace tous ceux qui sont là, car 1.500

personnes ont été tuées cette fois-ci, pourquoi pas demain 5.000 ou 10.000 victimes, s'il n'y a pas de sanction ? Et pas seulement ce régime-là mais quelques autres, y compris à proximité, pourraient être tentés de faire la même chose.

Derrière l'affaire du chimique syrien, il y a l'affaire du nucléaire iranien. Il faut avoir cela présent à l'esprit.

Je ne veux pas multiplier les mises en garde mais vous toutes et vous tous qui vous intéressez par définition aux problèmes internationaux, vous savez qu'il existe un grand risque dans toute la région et qui ne menace pas seulement la région mais l'ensemble de l'équilibre, c'est la question du nucléaire iranien.

Je vais en dire quelques mots avant de revenir à la Syrie et ensuite parler de ce qui devait nous occuper.

Il y a des années que nous négocions avec le pouvoir iranien. Quand je dis «nous», ce ne sont pas seulement les Français mais aussi les Américains, les Britanniques, les Chinois, les Russes, les Allemands. Nous sommes six et de l'autre côté il y a les Iraniens. Nous leur disons qu'ils sont un grand peuple, qu'ils ont parfaitement le droit d'utiliser le nucléaire civil mais pas la bombe atomique. Pourquoi ? D'abord parce que c'est la légalité internationale et parce qu'introduire la bombe atomique iranienne dans cette partie du monde, dans une région éruptive, c'est donner un élément de risque épouvantable. À partir du moment où le pouvoir iranien détiendrait l'arme nucléaire, qui peut penser que la Turquie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et quelques autres ne voudraient pas s'en doter ? Et dans ces conditions, l'arme nucléaire ne jouerait pas le rôle de dissuasion qu'elle a joué lorsque c'était, d'un côté l'URSS et de l'autre les États-Unis et la France, mais ce serait un élément de prolifération effrayant. Vous voyez géographiquement où nous nous situons. En application de la loi internationale, nous avons dit : «le nucléaire militaire : non».

Nous négocions depuis maintenant deux, trois ans. Mais la négociation n'avance pas, quel que soit le gouvernement en place. Si la négociation n'avance pas, l'armement ou les préparatifs possibles - je ne veux pas faire de procès d'intention là non plus - avancent. Aujourd'hui, les Iraniens possèdent 18 000 centrifugeuses. On donne ce chiffre mais ce n'est pas beaucoup plus qu'avant, à ceci près que les centrifugeuses qu'ils possèdent maintenant, dites de «deuxième génération», permettent d'aller beaucoup plus vite de l'enrichissement à 2 % vers l'enrichissement à 20 % et de l'enrichissement à 20 % vers l'enrichissement à 90 %.

Avec ces centrifugeuses, entre le moment où on commence à avoir la centrifugeuse et le moment où on pourrait la transformer en un élément nucléaire, le délai est très court. Les mêmes Iraniens vont, vraisemblablement l'année prochaine, compléter un réacteur, différent du précédent qui est un réacteur à plutonium qui dégage du plutonium. Ce réacteur-là, on ne

peut pas le détruire car, en le détruisant, la matière s'enfuirait. Cela, c'est pour l'année prochaine.

Je pense qu'il faut avoir cela à l'esprit lorsque l'on porte un jugement. Alors qu'un massacre chimique a été commis de manière évidente et que les coupables sont, pour nous, identifiés, qui peut penser, honnêtement, quelles que soient son opinion et sa sensibilité, que si nos démocraties ne sont pas capables de faire évoluer l'attitude de ceux qui l'ont commis, de ceux qui le soutiennent, que nous serons capables de faire bouger un pays autrement plus grand qui intervient dans le conflit syrien, en posant la question «allez-vous vers l'arme nucléaire ou acceptez-vous d'y renoncer ?»

Je pense qu'il faut avoir tout cela à l'esprit lorsqu'on se demande qu'elle doit être la position de la France, pays attaché à la liberté et à la sécurité.

Alors évidemment, ce n'est pas exactement toujours ce dont on discute. Je sais bien que l'on dit : «oui mais la Syrie c'est déjà terrible, est-ce qu'il faut en plus y aller ? Nous avons suffisamment de soucis en France». Je sais tout cela. Nous sommes tous contre les opérations de force mais, pour un pays comme le nôtre, attaché à la démocratie, qui n'agit pas seulement pour ses propres intérêts mais pour une certaine vision du monde, il faut que nous ayons tout cela à l'esprit. En même temps, parce que c'est votre tâche, c'est notre tâche, il faut s'occuper du quotidien et de la sécurité maximum de nos ressortissants.

Ne m'en veuillez pas si j'ai été un petit peu long mais je pense que notre rôle, en tant que responsables, c'est à la fois de chercher au maximum la solution de paix, mais de savoir, selon le vieil adage, que l'on va d'autant mieux vers la paix que l'on a une attitude de fermeté. En même temps, s'il y a une occasion à saisir, saisissons-là.

Dernier élément avant de revenir à notre sujet, il y a cette question chimique. J'espère, comme vous tous, que nous allons la résoudre mais même si on la résout, la guerre là-bas continue. L'objectif de la France, ce n'est pas seulement - même si c'est la question d'aujourd'hui - de résoudre cette question chimique en mettant tout cela sous contrôle, c'est d'aller vers une solution politique en Syrie. Pour aller vers une solution politique, il faut mettre les uns et les autres autour de la table. Nous savons que les uns et les autres n'iront autour de la table que si nous leur montrons qu'ils ne peuvent pas être invincibles. D'une certaine manière, ce qui est fait sur le terrain prépare ce qui doit être fait sur la table des négociations.

Voilà la position de la France qui, dans ses grands axes, n'évolue pas au fil du temps, même si en fonction des adaptations, des succès obtenus, il peut y avoir de nouvelles phases. Nous en sommes là et nous sommes en train de vivre et de construire, d'une certaine manière, l'histoire sur le vif. La résolution française date d'avant-hier ; la discussion sur les armes chimiques, c'est ce soir ; lundi 16 septembre, vraisemblablement, il y aura le rapport des inspecteurs aux Nations unies. Immédiatement après on reprend notre résolution pour voir si,

vraiment, une sécurité et une efficacité peuvent être assurées. Dans la foulée, si nous arrivons à avancer, nous irons vers le Genève II, c'est-à-dire la solution politique.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques mots qui n'étaient pas prévus dans mon intervention mais que votre observation a opportunément suscités.

Chers Amis,

Je m'exprimais donc, il y a un an, pour la première fois devant vous. À l'époque, il y avait un certain nombre de perspectives et, dans l'ensemble, je crois que nous nous étions, les uns et les autres, bien compris.

Depuis, un certain nombre d'actions ont été engagées. Il y a des choses qui ont été faites et qui n'ont pas été contestées mais d'autres ont été plus contestées. Il y a toujours des ajustements à opérer.

J'ai eu l'occasion, durant cette période - c'est ma fonction -, d'avoir beaucoup de rencontres avec les représentants politiques des pays partenaires de la France, les représentants des sociétés civiles et nos communautés établies hors de France. Tout cela m'a donné des occasions de mieux comprendre la réalité de ce qu'il fallait faire et, à partir de là, de préciser la place que notre pays doit occuper dans les temps qui viennent.

Le président de la République a voulu que nous engagions une réflexion sur l'adaptation de notre pays aux bouleversements du monde dans les temps qui viennent. On a parlé de dix ans parce que c'est une échéance qui permet de voir assez loin mais qui reste assez concrète ; cela vient très vite. À partir de là, j'ai commencé à transformer cette réflexion sur la décennie qui vient en une feuille de route précise pour tous nos représentants de l'État à l'étranger.

Il y a toute une série de défis qui ont commencé, que nous allons être obligés de relever ; le défi de la sécurité et de la stabilité, mais aussi le défi de la croissance puisque - personne ne se berce d'illusions -, si nous n'avons pas de puissance économique, le rayonnement ne va pas durer éternellement. Il faut donc faire très attention à tous ces aspects économiques. Nous avons commencé à mettre en oeuvre la diplomatie économique.

Il y a cette question, dont nous allons entendre de plus en plus parler, autour du développement durable, de la pollution et de l'environnement. On n'en parle certes pas énormément en ce moment mais je ne me trompe pas en pensant que ces questions vont devenir majeures.

Il y a les questions que nous considérons en France, parfois un peu derrière nous, comme le défi démocratique. Il y a la question du redressement et du développement de l'Europe qui n'est pas dans une forme extraordinaire. Tous ces défis il va falloir les relever à partir d'une

notion que j'utilise souvent pour qualifier la France, qui n'est pas le plus grand pays du monde, mais qui est une puissance d'influence. C'est autour de ce concept que nous devons essayer de travailler. Du point de vue géographique, de sa surface, de sa population, la France a une taille moyenne, mais qui, on le voit, est capable de peser bien au-delà de son poids militaire, même s'il est très important de garder une force militaire respectée, de son poids économique et de son poids culturel. Une fois que l'on a fait la masse de notre histoire, de nos principes, de nos représentants, de nos grands cerveaux, de nos entreprises, je crois que ce n'est pas arrogant de dire que nous avons une place particulière dans les équilibres mondiaux.

Il faut bien sûr défendre nos intérêts en tant que Français mais nous avons aussi une vocation universelle, qui fait de nous, je le disais, une puissance d'influence mais aussi une puissance repère qui souvent a été capable de servir de pont entre les nations. Pour arriver à tout cela je pense, comme vous, que nous avons pas mal d'atouts. Il est de bon ton de dénigrer parfois notre beau pays mais nous avons tout de même des atouts extraordinaires. Nous avons le fait que nous sommes l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, sur 200 pays que compte cette institution, donc nous pouvons lever ou baisser le pouce pour dire oui ou pour dire non. Nous avons une langue qui est parlée maintenant par 250 millions de personnes, nous avons un certain nombre de principes de démocratie, de liberté et de paix, nous avons un réseau diplomatique, que vous connaissez bien, qui est maintenant le troisième du monde. Nous avons une économie qui doit remonter la pente et nous essayons de faire toute une série de choses pour cela. Tous ces éléments auxquels il faudrait ajouter d'autres données font que nous sommes un acteur qui compte.

Mais ce n'est pas parce que nous avons des atouts que nous avons des acquis parce que tout cela, dans un monde qui change, est évidemment menacé. À partir de là, il y a plusieurs orientations qu'il faut que nous prenions ou que nous confirmions dans les temps qui viennent et qui vous concernent directement. D'abord, je crois qu'il faut que nous soyons présents partout là où l'avenir se construit. Cela pose la question de l'adaptation de notre réseau diplomatique, consulaire et culturel. Bien évidemment, nous avons des zones de force et même s'il peut y avoir des ajustements sur tel ou tel point il fait essayer de les conserver.

Mais il faut aussi, sur un plan diplomatique, consulaire et culturel, que nous fassions un effort supplémentaire dans des zones d'avenir où nous n'étions pas très présents. Ces pays, je ne vais pas les énumérer, mais ils sont présents dans notre esprit. Il y a beaucoup de pays d'Asie, on cite toujours la Chine mais il y en a d'autres. Récemment je me trouvais dans plusieurs pays de l'Asie du sud-est, on voit que c'est là aussi que va se construire l'avenir du monde. Nous avons des Français qui sont là, souvent en avant-garde, mais il faut que nous soyons plus présents. On parle aussi de l'Inde et du Brésil. Nous devons concentrer des

moyens renforcés sur ces pays qui ne sont pas toujours des partenaires faciles, ils défendent aussi leurs intérêts, mais il faut que nous soyons présents dans ces pays continents. Il faut aussi avoir à l'esprit les pays néo-émergents ou les moyens émergents qui sont des pays certes très importants, un peu moins nombreux et massifs, mais qui vont être, sûrement, l'un des axes principaux de développement du monde dans le futur. Ou, en tout en cas, vont avoir une part déterminante dans ce que l'on appelle la nouvelle classe moyenne mondiale que nous voulons atteindre et qui est, souvent, très proche des valeurs de la France. Et qui, étant en concurrence avec des pays beaucoup plus grands qu'eux, se retournent vers la France qui est un grand pays mais à taille plus accessible. Je pense, ce n'est pas une liste exhaustive, au Mexique, à la Colombie, au Pérou, à la Turquie, à l'Indonésie et à l'Afrique du Sud. Je pense qu'il y a là un réseau de puissances néo-émergentes qui peut-être un réseau très important pour la France et qui aime travailler avec la France.

Une autre orientation que j'ai choisie et que je confirme devant vous, c'est la diplomatie économique. Bien sûr vous n'avez pas attendu, et nos diplomates n'ont pas attendu M. Laurent Fabius pour s'occuper d'économie. Mais, dès que j'ai pris mes fonctions, et ce n'est pas simplement à cause d'un tropisme de mon histoire personnelle, j'ai voulu mettre l'accent expressément sur la diplomatie économique. Pourquoi ? Car sans puissance économique, dans le monde dans lequel nous sommes, il est très difficile pour un pays d'être entendu et respecté. Et parce que ce qui se passe hors de nos frontières en matière économique est totalement déterminant pour notre pays. Et donc il faut que les entreprises, bien sûr, puisque ce sont elles qui créent la richesse, mais aussi les administrations soient au premier plan dans cet effort. Le réseau diplomatique coordonne l'effort français à l'étranger et s'incarne dans la personne de l'ambassadeur. Il faut que tout le monde soit attelé à la même charrette et c'est la raison pour laquelle, vous le savez sans doute, j'ai mis en place au Quai d'Orsay toute une série d'initiatives pour faire que vraiment les entreprises soient soutenues et se sentent chez elles.

Un élément au cours du temps doit être renforcé, c'est la formation économique de nos diplomates. Si vous vous projetez dans les années qui viennent, il y a bien évidemment des filières de formation des diplomates, mais je pense qu'il faut diversifier tout cela et que l'accent soit mis aussi sur la dimension économique, parce qu'il faut que nous encouragions nos diplomates à découvrir le monde de l'entreprise, et réciproquement.

Je pense d'ailleurs que cela a été très bien reçu, à la fois par les diplomates et les entreprises en général. Les choses se passent bien, c'est vrai pour les grandes entreprises, mais il ne faut pas s'occuper simplement des grandes entreprises, il faut s'occuper des moyennes et des petites ; c'est beaucoup plus difficile. En tout cas, lorsque l'on compare avec l'Allemagne, on sait bien que c'est au niveau de la catégorie des moyennes entreprises que se fait la différenciation.

J'ai désigné un certain nombre de personnalités pour s'occuper tout particulièrement de la dimension économique avec un certain nombre de pays très importants pour la France, vous savez tout cela.

D'une manière générale, diplomatie économique, vous l'avez présent à l'esprit, diplomatie en direction des émergents. D'une façon générale, il faut que nous développions ce que j'appelle une diplomatie d'influence. Et dans cette diplomatie d'influence, la dimension culturelle est tout à fait majeure.

Ce qui fait la spécificité de la France, c'est une combinaison tout à fait particulière, que les autres n'ont pas : il y a des choses que les autres ont et que nous n'avons pas, mais là c'est l'inverse, à la fois dans les domaines économique, militaire, diplomatique, politique, historique et culturel. Et quand je dis le culturel, cela s'étend aussi au scientifique, mais le culturel, cela veut dire notre centaine d'instituts culturels, notre millier d'Alliances françaises qui font un travail magnifique, nos instituts au sens large, nos instituts de recherche en sciences humaines, nos missions d'archéologie, nos établissements d'enseignement, enfin tout ce qui fait notre réseau et notre rayonnement. Et puis, bien sûr, la promotion de l'enseignement, que ce soit l'enseignement des petites classes ou des moyennes classes ou l'enseignement supérieur. Que ce soit les Français à l'étranger ou pour accueillir les étudiants étrangers en France, nous en avons quand même à peu près 300.000 chaque année.

Il y a un certain nombre de mesures qui ont été prises, je crois qu'elles sont bonnes, pour développer notre attractivité en la matière. On avait fait cela dès le nouveau gouvernement, il y avait une ou deux circulaires qui étaient un peu des contre-sens parce qu'elles dissuadaient des étudiants de venir ici. Nous avons besoin d'étudiants dans le monde actuel, il y a une concurrence extrêmement forte. Enfin, vous le savez comme moi, pour avoir les meilleurs étudiants. Il n'y a pas de raison qu'ils aillent tous aux États-Unis, au Canada, ou en Grande-Bretagne. Quand vous avez des étudiants qui viennent en France et qui réussissent, ce sont nos meilleurs ambassadeurs pour toute la vie.

Mais il faut aussi bien évidemment que nous soyons très présents dans nos pays et cela demande toute une série de dispositions y compris financières, j'y reviendrai. D'ailleurs, à propos de ces réseaux, j'ai demandé aux ambassadeurs, «vous allez être concernés par cela ; il faut recenser ces réseaux». Nous avons des réseaux extraordinaires. Et souvent nous ne le savons pas.

J'étais il y a peu de temps au Vietnam où j'ai rencontré un jeune homme qui a reçu la médaille Fields, c'est le «prix Nobel» de mathématiques. Et ce jeune homme, vietnamien de 40 ans, avait fait toutes ses études en France. Il parlait français comme vous et moi. Il m'a dit «j'étais à Louis le Grand, j'ai été à Normal sup'», etc. Et c'est surement un génie mathématique. Il a vécu en France très longtemps et il est maintenant professeur à Chicago. Mais comme il aime bien le Vietnam, et qu'il aime bien la France, il m'a dit les choses

suivantes : «écoutez, moi je veux faire quelque chose pour la France, la France m'a beaucoup aidé, et j'ai voulu établir le recensement de tous les Vietnamiens qui avaient été étudiants en France, pour avoir un contact avec eux, leur écrire, que nous fassions une amicale». C'est formidable, mais cela n'existe pas. Je suis sûr que nous ne devons pas avoir des dizaines de milliers, mais des centaines de milliers de jeunes, aujourd'hui moins jeunes, qui sont passés par toute une série de réseaux français, que ce soit les boursiers, que ce soit en matière économique, que ce soit en matière de ceci en matière de cela. Il faut que nous établissions des contacts et j'ai demandé aux ambassadeurs, de s'y investir personnellement.

Il faut ensuite un recensement et une animation de ces réseaux parce que nous avons une diaspora des réseaux français qui est extraordinaire. Certains d'entre vous les mettez déjà en mouvement, mais il faut que nous croisions tout cela. Il faut faire vivre tout cela, sinon c'est un peu de l'influence de la France qui diminue.

Donc l'idée est de faire grandir à l'étranger l'envie de France. Il y a des diplomates, il y a des entreprises, il y a les professeurs de français, il y a surtout vous, c'est-à-dire maintenant les deux millions et demi, bientôt dans quelque temps trois millions de Français qui sont installés hors de nos frontières. L'augmentation est continue. On me dit qu'entre 2002 et 2012 le nombre d'inscriptions au registre des Français à l'étranger a augmenté de 50 %. Si le chiffre est exact, il est quand même considérable et on le voit avec nos propres parents, enfants, ou cousins, famille, etc., faire une partie de son parcours dans un autre pays c'est vraiment maintenant de plus en plus courant, et là je suis complètement en contre-point, en contradiction, par rapport aux discours que j'entends.

C'est une très bonne chose que nous ayons beaucoup de Français à l'étranger. Il faut prendre le contre-pied de ces bêtises que l'on entend parfois. François Mitterrand, qui avait beaucoup d'humour, me disait souvent «il ne faut pas prendre toutes les mouches qui volent pour des idées». J'ai toujours beaucoup aimé cette expression, d'ailleurs que vous pourrez utiliser dans votre vie courante, parce qu?on a beaucoup d'occasions de l'appliquer.... Vous êtes les meilleurs pour prouver cela, pour montrer cela. Cela ne veut pas dire que nous sommes séparés de la France, mais une partie importante du rayonnement de la France se trouve hors de France.

Donc, je dirais qu'il faut encourager et non pas décourager beaucoup de nos jeunes à aller à l'étranger ; beaucoup reviendront d'ailleurs. Je pense qu'il y a là un discours à contre-courant de la réalité. Je pense que notre présence à l'étranger est une richesse absolument inestimable pour notre pays. Vous en êtes le témoignage le plus manifeste. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas dans notre pays que nous avons coupé le lien avec lui. Et dans tous mes voyages au cours de cette année, - je crois que j'ai fait 14 fois le tour du monde -, ce qui m'a frappé et souvent ému, d'une façon presque physique, c'est de voir l'amour de la France qu'il y a chez nos compatriotes à l'étranger.

Vous êtes bien sûr habitués aux discours, aux cérémonies, mais souvent je voyais cela, une poignée de main et, tout d'un coup, la gorge de celui ou celle qui est en face de vous s'étrangle : c'est une manifestation tellement forte de l'amour de la France que c'est extrêmement saisissant.

Donc je crois qu'il faut, et vous êtes le mieux placé pour le faire, que l'on fasse passer ce message que chaque Française et Français présent à l'étranger, c'est une part de France qui, ajoutée aux autres, constitue notre influence. Je ne dis pas du tout que les liaisons diplomatiques de capitale à capitale, ou de chancellerie à chancellerie, soit subalternes, c'est très important, mais la réalité est quand même une réalité vivante, c'est ce que j'appelle la diplomatie démultipliée. Et au fond, c'est vous qui permettez de la démultiplier.

Les Français de l'étranger, vous en êtes les représentants, attendent aussi légitimement beaucoup de nous. D'abord, ils ont comme les Français de France, des difficultés, des disparités, ils ont en plus des difficultés spécifiques, qui sont liées à leur environnement et ont des besoins de toute sorte. Vous avez soulevé, Madame, tout à l'heure la question de l'insécurité dans certaines régions du monde, même si j'ai cru comprendre que la sécurité n'est pas totalement assurée parfois, sur le territoire français. Souvent, lorsque l'on parle à nos compatriotes de France des Français de l'étranger, ils ont l'impression que ce sont des nababs. Nous avons beaucoup de compatriotes qui sont dans des situations extrêmement difficiles, je sais que vous êtes très attentifs à tout ce qui est aide sociale. Il y a le problème toujours très compliqué de la scolarisation des enfants et donc nous essayons, ce n'est pas parfait, de faire toute une série de choses pour aller en ce sens.

Quelques mots sur la sécurité. Elle est évidemment plus que jamais au centre de nos préoccupations. Le budget consacré à la protection des entreprises et des citoyens français à l'étranger depuis trois ans - cela inclut l'ancien gouvernement et le nouveau - a été augmenté. Il faut une information très fiable sur la sécurité et donc j'ai vu le directeur de centre de crise qui est là, vous le connaissez, c'est notre ancien ambassadeur à Haïti, extrêmement compétent, M. Le Bret, et je le remercie beaucoup pour tout ce qu'il fait, tous les outils du centre de crise qu'il dirige ont été rénovés, améliorés.

Mme Conway-Mouret vous a dit lundi je crois que la cartographie sécuritaire des conseils aux voyageurs a été adaptée, précisée, afin d'éviter toute une série d'inconvénients qui existaient auparavant. Nous avons, je ne sais pas si vous savez comment cela marche, on me l'a expliqué, cela à l'air très intéressant, une application qui s'appelle l'application Ariane, qui permet d'être informé de la situation à l'étranger par sms. C'est très bien, c'est beaucoup plus simple.

Il y a eu évidemment toute une série de crises auxquelles nous avons dû faire face en 2012 et 2013 qui ont affecté tout cela : Damas, Bamako, Tripoli, Bangui. Je pense que c'est l'occasion pour nous, vous l'avez certainement fait, mais je veux le faire d'une façon très

précise, saluer le courage dont à la fois ont fait preuve nos compatriotes et nos personnels dans toutes ces circonstances. Je pense vraiment qu'ils font honneur à la France, parce que c'est toujours fait d'une façon absolument impeccable.

Avec des situations très difficiles, notamment pour le fonctionnement des établissements scolaires où parfois il y a eu dans ces circonstances une grande violence.

Je veux dire un mot, je sais qu'il touchera plusieurs d'entre vous, sur les décisions de fermeture que parfois nous sommes obligés de prendre. Alors ces décisions sont toujours mal accueillies bien sûr, parce que je me rappelle quand nous l'avons fait encore au Mali. Il faut rappeler la situation du Mali. Il y a eu un moment, qui d'ailleurs n'a pas été très long, mais où nous avons jugé qu'il aurait été extrêmement dangereux de laisser les établissements ouverts, notamment à Bamako. Alors les parents d'élèves, les professeurs, nous expliquaient qu'il n'y avait pas tant de risque que cela.

Mais nous sommes obligés nous, responsables de l'État, de travailler à partir des données objectives, et pas des impressions. Nous sommes obligés de prendre des précautions, pas des précautions excessives mais des précautions. Parfois, malgré ces précautions, il arrive des pépins ou des drames. Nous sommes donc parfois obligés, le moins fréquemment possible, de dire : «non, on est obligé de fermer». Et beaucoup de parents le comprennent, certains plus difficilement mais après, ils viennent et disent «bon finalement on a compris, et vous avez eu raison». Je crois qu'il faut avoir ce sentiment de responsabilité à l'esprit parce que la sécurité, surtout dans le monde où nous vivons, doit être tout de même une préoccupation très importante.

En disant cela, chacun d'entre nous à une pensée particulière pour nos compatriotes du Proche et du Moyen-Orient, dont la vie, nous en parlions à propos de l'Égypte, est rythmée par des évolutions politiques parfois violentes. Nous avons d'ailleurs souvent un décalage, c'est-à-dire que nous, à partir de données objectives, nous disons «c'est très difficile, il faut prendre des précautions», et nos compatriotes sur place à la fois comprennent ces précautions, mais ont parfois tendance à dire «oui bien sûr mais nous, nous avons l'habitude». Il faut donc trouver un point moyen. Mais nous serons d'accord pour dire que cette préoccupation de la sécurité est à prendre en compte d'une façon tout à fait importante.

Plus concrètement, nous avons dû modifier provisoirement les conseils aux voyageurs pour trois pays limitrophes de la Syrie, dans le sens du durcissement des recommandations. C'est toujours un crève-coeur mais nous sommes obligés de le faire. Plus de touristes au Liban, le Liban ce sont nos amis, nos cousins, j'allais dire nos frères, mais quand on sait ce qu'il s'y passe, évidemment on ne peut pas encourager nos compatriotes à aller là-bas faire du tourisme. Et, en même temps, c'est un crève-coeur parce que cela pénalise les Libanais, mais c'est la traduction de la responsabilité. Et puis, il y a la consigne d'éviter la zone

frontalière turco-syrienne, vous avez vu un certain nombre de journalistes qui ont été «raptés».

Nous avons également envoyé une mission de conseil auprès de notre ambassade en Jordanie, pour superviser le dispositif de soutien et d'accueil prévu pour nos compatriotes, qui viendraient le cas échéant de Syrie. J'ai dit ce matin en m'exprimant à une radio que, tout en restant bien sûr très sérieux sur les dimensions de sécurité, nous allions discuter avec mon collègue M. Valls, qui s'occupe de ces sujets avec moi, pour pouvoir être un peu plus souples pour ceux qui ont des liens étroits avec la France et qui voudraient venir chez nous de Syrie. Il y a en effet des situations épouvantables. Évidemment, nous ne pouvons pas prendre l'ensemble des réfugiés mais il y a quand même des situations à envisager d'une façon très particulière et toujours avec humanisme.

Tout notre dispositif est revu chaque jour, avec l'aide du centre de crise et de la direction compétente du Quai d'Orsay. Je veux les remercier pour le travail qu'ils font.

Nous avons décidé d'amplifier encore cela en consacrant 20 millions d'euros, cela fait beaucoup sur un budget qui évidemment est serré, pour qu'on puisse sécuriser dans un certain nombre de pays nos représentations consulaires, nos représentations diplomatiques, la protection des communautés françaises. Donc j'ai dégagé un budget spécifique exigé par les circonstances.

Je vous disais que notre réseau diplomatique et consulaire doit s'adapter à cette nouvelle géographie. Bien sûr, la France a vocation à être présente sur l'ensemble du globe. D'ailleurs, je pense que cela se fait déjà depuis plusieurs années, mais peut-être faut-il le faire d'une manière plus coordonnée. Nous devons être présents dans tous les pays, c'est ce qu'on appelle l'universalité, mais ce n'est pas parce que nous devons être présents dans tous les pays que nous pouvons être présents de la même manière et d'une façon exhaustive. Donc, les spécialistes disent : universalité «oui» mais uniformité «on ne peut pas».

Nous allons donc aller, c'était déjà commencé d'ailleurs, vers une présence et des modes d'actions qui vont être différenciés. C'était déjà le cas, il y a, là je parle des consulats, des ambassades, des cas où nous devons avoir des représentations extrêmement étoffées et puis d'autres cas où cela va être plus petit.

En même temps, nous allons développer nos moyens modernes de communication, d'autant plus que, si je lis bien le journal, j'ai l'impression que ces moyens de communication ne sont pas totalement hermétiques à tel ou tel pays étranger...

Et puis, nous devons conduire, principalement en Europe, un certain nombre de réformes innovantes pour renforcer la cohérence de l'ensemble de notre réseau d'influence.

Il va y avoir aussi, elle a commencé, la mutualisation au sein même de notre représentation, de différentes missions. Cela veut dire que dans un pays où nous avons trois représentations différentes, on peut quand même admettre que nos représentations travaillent davantage ensemble y compris sur le plan immobilier. Et puis au-delà, tel poste dans tel pays va être plus particulièrement chargé dans ce pays de l'état civil, tel autre des visas. D'ailleurs, les visas c'est un point extrêmement important. Nous avons commencé de faire avec M. Valls, un travail de simplification qui je crois va commencer à porter ses fruits.

Vous savez que nous sommes tenus par les règles de l'espace Schengen, très bien, mais il y a d'autres pays qui sont meilleurs que nous, notamment dans la rapidité de délivrance. Il n'y a aucune raison que nous nous laissions passer devant. J'ai donc envoyé, pas plus tard qu'au début de la semaine, des instructions précises, dans le cadre bien sûr du respect de la règle européenne, pour que cela aille beaucoup plus vite. J'espère ne pas être mal compris ici, pour différencier un petit peu.

Bien sûr, chaque pays doit se prémunir contre ce qu'on appelle le risque migratoire. Je crois que c'était Michel Rocard qui avait dit un jour, qu'on ne pouvait pas accueillir toute la misère du monde. C'est vrai. Il faut donc une politique migratoire et il faut contrôler les aspects de sécurité. Mais il y a quand même beaucoup de demandes qui ne présentent absolument aucun risque migratoire comme on dit et qui, si on ne les traite pas rapidement, nous donnent une espèce de vision négative de notre attractivité. Vous avez des exemples, moi j'en ai des centaines aussi. Donc il faut ajuster les choses. Ce n'est pas du tout une affaire de passe-droits, ce n'est pas cela, mais il faut que nous soyons plus efficaces. C'est très important parce que l'image de la France pour nos amis étrangers, cela commence avec cette histoire de visas.

Cela continue avec l'arrivée à l'aéroport et je pense que j'ai touché là un point sensible. Il m'est arrivé, avant d'être escorté par des policiers nombreux, de prendre l'avion seul. Cela m'arrive même encore et donc je vois les choses. Et il est vrai qu'on ne peut pas recevoir les gens comme des chiens dans un jeu de quilles, en disant : «oui, mais vous avez de la chance, vous venez dans le plus beau pays du monde....». Il faut tout de même avoir à l'idée que nous devons être accueillants, vigilants bien sûr quand il y a des problèmes de sécurité mais accueillants. D'autant que je considère que peut être l'un des éléments qui peut le plus vite contribuer à redresser notre pays, c'est le secteur du tourisme.

Je vais vous donner deux chiffres que j'ai donnés à la conférence des ambassadeurs. Quand on les donne, tout d'un coup, les gens sont saisis. On dit toujours, la France est le pays du monde qui a le plus de touristes, vous avez entendu cela. Cela ne va pas rester vrai éternellement d'ailleurs puisque la Chine va nous passer devant, mais nous ne sommes pas si bons que cela. Quand on compare avec l'Espagne, nous avons 30 % de touristes en plus que l'Espagne, bravissimo, qui nous rapportent 30 % de recettes en moins. C'est une filière,

comme une industrie, qui commence, je l'ai dit, aux visas, qui continue avec les moyens de transport, avec l'accueil hôtelier, avec le patrimoine...

Et puis, en France, Il y a Paris, la Côte d'Azur, mais il y a aussi d'autres éléments et c'est une mine d'or qui correspond absolument au génie de la France. Nous allons faire ensemble le petit calcul mathématique. Nous avons actuellement 1,2 million de touristes chinois qui viennent chaque année en France - retenez ce chiffre - et il y a 50 millions de Chinois qui vont à l'étranger et il y en aura 300 millions dans six ans. Nous en avons 1,2 million. Chaque touriste chinois dépense en moyenne 1 500 euros chez nous. Il va y avoir donc 300 millions de touristes. Si nous en avions non pas 1,2 million mais 5 millions, cela n'est pas beaucoup, et qu?ils continuent à dépenser ce qu'ils font, cela diminuerait de 10 % le déficit de la balance extérieure de la France. Et là, il n'y a pas besoin de faire des choses extraordinairement compliquées. En face de ces gens qui vont venir, il y a des emplois et ces emplois, eux, ne sont pas délocalisables, parce que le touriste vient en France. Donc, je reviens à mon sujet, c'est cela l'image de la France c'est notre présence à l'étranger et la présence des étrangers en France.

L'objectif c'est d'améliorer le service public à la fois pour les touristes et les autres visiteurs. Il y a parmi ces touristes beaucoup d'industriels qui, s?ils se plaisent en France, peuvent aussi avoir l'idée d'investir en France, c'est assez intéressant.

L'objectif c'est d'améliorer aussi le service public proposé à nos compatriotes. Alors il y a un programme d'amélioration d'administration consulaire, auxquels sont associés 20 consulats. Il y a toute une série de démarches pratiques parce que je pense que c'est bien, tout ce qu'on appelle «mon consulat.fr» pour faciliter les démarches à distance. Il va falloir qu'on s'habitue à cela. Nous entrons dans un monde nouveau où il faut avoir aussi les techniques nouvelles. Il va falloir de plus en plus que l'on travaille avec la dématérialisation. Cela peut faire peur, notamment à des personnes qui sont de ma génération. Mais il faut aller vers ces dématérialisations, c'est important bien sûr, même s'il faut conserver une présence humaine.

Il faut aussi, qu'on s'habitue à tout ce qui est électronique. Je vous dis cela parce que nous allons le faire dans les années qui viennent et il ne faut pas que vous soyez décontenancés. Il faut, si vous le voulez bien, qu'on accompagne ce mouvement auprès de nos compatriotes.

Il y a un autre chantier très important, le renforcement de l'enseignement français à l'étranger. Vous connaissez le réseau, vous le vivez : 487 établissements dans 130 pays ; je pense que cela doit être unique au monde. 320.000 élèves scolarisés dans 130 pays. Pour la rentrée 2013, les chiffres sont en augmentation, témoignant de l'attractivité de notre réseau considéré comme excellent. On n'arrive pas du tout à faire face à la demande. Vous le savez, c'est un très grand levier d'influence, qui forme à la fois des talents français, des talents étrangers.

Je tiens à ce que nous accueillions à la fois des talents français et des talents étrangers. C'est très important d'avoir ce brassage, à la fois pour notre image et puis pour les contacts qui sont noués. Cela permet avec sa spécificité de donner vraiment un plus à le France et c'est cela qui va faire rayonner notre langue, notre culture, nos valeurs et on va s'y retrouver y compris économiquement.

Il y a une excellence pédagogique avec des taux de réussite au bac qui font rêver. On me dit que pour les 13.000 bacheliers du réseau en 2013, il y a eu 95 % de reçus dont 20 % avec mention très bien. C'est extraordinaire.

C'est un atout de notre diplomatie, un atout de diplomatie économique, d'abord parce qu'on ne peut pas avoir beaucoup de gens qui vont travailler à l'étranger, beaucoup de Français, si on n'a pas des établissements d'enseignement qui peuvent les accueillir. Et puis, symétriquement, c'est un outil de notre attractivité formidable, et donc on va continuer dans ce sens et j'ai demandé à Hélène Conway d'engager une consultation avec des recommandations. Elle en parlé d'ailleurs, en conseil des ministres à la fin du mois d'août. Je pense qu'elle a dû vous en parler lundi. Mon analyse c'est que ce réseau d'enseignement français à l'étranger fait partie intégrante des outils de notre influence et il faut à partir de cette affirmation de principe dérouler tout cela. Alors cela pose des problèmes, des problèmes de financement, des problèmes de professeurs, etc., mais c'est absolument essentiel.

Il y a toute une série de choses sur lesquelles il faut se concerter avec vous, se concerter entre ministères parce que les points de vues des ministères ne sont pas toujours les mêmes. Et notamment sur cette affaire d'enseignement, comment aider les plus modestes de nos compatriotes à profiter de l'excellence de notre enseignement à l'étranger.

Il y a eu une réforme qui a été initiée à l'automne dernier. Il y a des premiers enseignements, Hélène m'en fera le compte rendu. J'imagine que comme dans toute réforme, il y a des éléments positifs et encore des choses qu'il faut ajuster. Il y a les commissions locales de bourses dans lesquelles siègent les élus de votre assemblée, elles ont joué pleinement leur rôle, ce qui ne doit pas être facile parce que je comprends qu'il faut apprécier la situation réelle des familles. Il faut corriger ce qui ne va pas parce que quand on applique un barème comme cela... La réalité humaine est un peu différente. On me dit que le nombre de boursiers est au même niveau qu'à ce stade de la campagne en 2012. Et puis qu'il y a des nouvelles familles qui sont entrées dans le système mais je pense qu'il faudra tout de même dresser un bilan complet parce que quand on passe d'un système à un autre il y a toujours des choses qui ne vont pas, donc il faudra faire bien attention.

Un mot sur un sujet qui n'est pas le plus facile : c'est-à-dire la réforme de la représentation politique des Français de l'étranger.

Je connais les débats qui ont traversé votre assemblée. À partir d'un diagnostic, je pense que beaucoup de gens disaient qu'il fallait bouger cela parce que il y avait des imperfections mais à partir de là, le choix qui a été fait c'est ce qu'on appelle la démocratie de proximité avec les conseillers consulaires... Je vois que c'est contesté ... Je le constate, la démocratie c'est aussi cela. Il va y avoir l'année prochaine un système nouveau, je crois comprendre qu'il ne recueille pas un assentiment général. Cela me paraît tout de même excessif parce qu'il a dû être voté. Je comprends qu?il soulève encore pas mal de difficultés.... Je suis là aussi pour recueillir vos sentiments, là on le fait trop succinctement mais enfin j'ai l'oreille et donc j'entends bien qu'il y a encore des choses qui ne sont pas totalement satisfaisantes.

Il y a beaucoup d'autres choses que j'aurais voulu aborder. Je ne peux pas le faire mais, à travers vos réactions, je sens quand même les choses. Je vois sur quoi vous êtes d'accord et sur quoi vous l'êtes moins, ou ne l'êtes pas et donc mon rôle c'est aussi de tenir compte de cela.

Je veux terminer en vous disant cela : on m'indique que justement dans ces changements, je ne serai plus président de votre assemblée. Ce n'est pas l'essentiel mais j'espère tout de même que quelle que soit la disposition juridique vous aurez la gentillesse de m'accueillir parce que, d'une part, j'ai bien sûr un certain nombre de choses à vous dire, et je vous remercie beaucoup de les avoir entendues, et puis même si nous l'avons fait d'une manière qui n'est pas satisfaisante, je comprends aussi ce que vous avez voulu me dire.

En tout cas, pour terminer ce propos, je vais vous dire que le rôle qui est le vôtre qui n'est pas toujours facile, parce que vous vous êtes parfois un peu entre le marteau et l'enclume. Vous êtes en même temps des représentants, vous vous adressez au gouvernement, vos mandants s'adressent à vous et vous agissez toujours avec esprit de responsabilité, donc c'est une tâche qui n'est pas facile et je pense que la moindre des choses est qu'aujourd'hui, où j'ai l'occasion de vous saluer, je vous dise mes remerciements.

J'ai essayé de vous dire au début de mon propos sans fard, non pas dans tous les pays du monde mais dans certains pays du monde, la situation difficile que nous affrontons et que nous allons affronter. Je sais que lorsqu'il s'agit de l'essentiel on peut toujours compter sur vous et de cela je veux vraiment vous remercier, merci beaucoup.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 septembre 2013

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188985-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur